

Le progrès technique, un moteur à bout de souffle ?

Un grand débat est en train de naître aux Etats-Unis et bientôt en Europe, lancé par Kenneth Rogoff, l'historien des crises financières. Quel est-il ? Celui du ralentissement du progrès technique et de son rôle dans la crise. Car chacun sait que le monde a réellement découvert la croissance de la fin du XVIIIe siècle jusqu'à nos jours, grâce à son développement. Conséquence logique, de très nombreux économistes se sont donc penchés sur son poids dans la croissance et l'ont considéré comme le facteur explicatif majeur tout au long de ces deux siècles. Mais force est de constater, comme l'a fait récemment l'économiste Robert Gordon, que l'ampleur du progrès technique durant les années 2000, mesuré par la productivité globale des facteurs, est en baisse aux Etats-Unis, en zone euro et au Japon.

Est-ce que nous n'assisterions pas, depuis une quinzaine d'années, à un ralentissement très significatif de l'émergence d'innovations et de leur diffusion ? La troisième révolution industrielle, liée aux technologies de l'information et de la communication, n'aurait-elle pas épuisé ses effets depuis les années 2000 ?

En 2009, nous avons avancé cette hypothèse dans un ouvrage au titre évocateur, « L'Innovation au cœur de la nouvelle croissance », pour expliquer l'ampleur et la particularité de cette crise économique profonde. En effet, la crise financière fut précédée dans les années 2000 d'une exceptionnelle hausse des prix de toutes les matières premières, agricoles, industrielles ou énergétiques; ce signal majeur ne s'était pas transformé en incitation à innover radicalement. En revanche, les innovations financières fleurirent, tandis que les innovations pour produire à moindre coût dans les pays émergents ne cessèrent de se répandre. Une parfaite illustration de ce phénomène fut le succès de la Logan, en comparaison de l'extrême difficulté à diffuser un nouveau produit comme la voiture électrique.

Si notre hypothèse se trouvait vérifiée, l'avenir du monde en serait rendu doublement incertain. Incertain quant aux rythmes de la croissance à venir, car la baisse de la productivité globale des facteurs induirait sur une longue période la faiblesse de la croissance potentielle aux Etats-Unis et en Europe. Et, surtout, incertain quant aux futurs bénéficiaires. Le monde connaîtra de nouvelles vagues d'innovation, mais rien ne permet de dire qui la produira et qui se l'appropriera. En termes clairs, on a toujours le sentiment que l'avenir des pays de l'OCDE est derrière eux et qu'ils doivent céder la première place de manière inévitable aux pays émergents qui montent en gamme et en niveau technologique.

Donc, si nous voulons être partie prenante des décennies à venir, il nous faut surmonter deux énormes difficultés. La première, et ceci est particulièrement évident en France, est celle de notre rapport intime au progrès scientifique. Nous avons trop largement développé l'idée qu'il pouvait être porteur de risques majeurs pour l'humanité, avec l'utilisation abusive du principe de précaution. Cette position, qui peut avoir une vraie légitimité, est dans les conditions actuelles un véritable frein au développement scientifique et technologique.

Et, surtout, nos efforts d'éducation pour élever le niveau de connaissance de toutes les strates de la population sont très insuffisants par rapport à ce qui nous permettrait de développer

l'innovation. Il est vraisemblable que nous avons dans nos laboratoires, dans l'énergie, l'agroalimentaire, les sciences du vivant, de quoi susciter une véritable transformation des modes de consommation et de production des biens et services. Encore faut-il en avoir la volonté, c'est-à-dire investir conséquemment et ne pas considérer qu'un seul domaine suffise, par exemple l'environnement. « *Une nouvelle frontière technologique doit émerger sous l'impulsion d'une mutation digne d'une révolution industrielle, dont on sait qu'elle ne peut résulter que d'une coévolution harmonieuse de la technologie, des institutions et de la demande* », écrivions-nous en 2009. C'est plus que jamais d'actualité. Il faut penser à vingt ans et conduire nos pays avec les efforts nécessaires et une détermination absolue vers la quatrième révolution industrielle.

Jean-Hervé Lorenzi est président du Cercle des économistes. Alain Villemeur est professeur associé à Paris-Dauphine.